



Conseil de sécurité

Distr. générale
8 octobre 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 7 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre qui vous est adressée par M. Mustapha Othman Ismaïl, Ministre des affaires étrangères, au sujet de la récente attaque militaire de l'Érythrée contre mon pays.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Elfatih **Erwa**



**Lettre datée du 7 octobre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Le jeudi 4 octobre 2002, une attaque terrestre coordonnée et synchronisée, appuyée par l'artillerie érythréenne, a été menée sur un front de 180 kilomètres le long de la frontière entre le Soudan et l'Érythrée contre les zones et les villes frontalières soudanaises au niveau des huit endroits ci-après : Aoudi, Hameshkourib, Rassai, Yarmouk, Chelloub, Kechdar, Qashday et Kabrit.

Le mouvement rebelle (Armée populaire de libération du Soudan) avait annoncé à partir d'Asmara, la capitale de l'Érythrée, que cette attaque allait avoir lieu et avait demandé aux habitants de la ville de Kessla, chef-lieu de la province de Kessla, située près de la frontière avec l'Érythrée, de quitter la ville dans un délai de 24 heures.

Pour nous, il ne fait aucun doute que l'agression a été menée essentiellement par des forces érythréennes comme l'indiquent les preuves et les indices ci-après :

a) L'attaque et le pilonnage de l'artillerie sur un front de 180 kilomètres prouvent l'implication des forces érythréennes car une attaque de cette envergure nécessite les moyens d'un État dont ne dispose pas le mouvement rebelle, d'autant plus que les zones ciblées sont situées sur la frontière et ne peuvent être atteintes qu'à partir du territoire de l'Érythrée;

b) Les tirs d'artillerie destinés à appuyer l'attaque ont été tirés à partir du territoire érythéen par un personnel érythéen;

c) La préparation, le regroupement et l'entraînement des forces d'agression se sont déroulés à l'intérieur du territoire érythéen sous la supervision de cadres érythréens;

d) Les moyens logistiques (munitions, carburants, vivres et fournitures de combat) provenaient de l'intérieur de l'Érythrée;

e) Les forces d'agression ont enlevé les cadavres de tous les soldats des forces érythréennes tombés devant les positions de défense;

f) Les prisonniers ont reconnu la participation des forces érythréennes dans cette attaque.

Cette agression flagrante et injustifiée n'a pu être menée par le mouvement rebelle sans un appui conséquent et direct de l'État érythéen qui a assuré la préparation d'artillerie à partir du territoire érythéen et fourni des moyens logistiques, financiers, de transport et de communication aux rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan, en plus des moyens d'information qui ont été utilisés par le mouvement rebelle pour annoncer l'attaque et demander à la population civile de la ville de Kessla d'abandonner les lieux en prévision de l'invasion et de l'occupation.

Le Soudan a toujours fait preuve de la plus grande retenue et d'une infinie patience devant la mauvaise foi et les violations commises par l'Érythrée qui se sont manifestées par de nombreux actes d'hostilité, dont le moindre n'est pas d'avoir

donné asile à l'opposition armée soudanaise et de lui avoir fourni des moyens de propagande et d'information. Le Soudan a déployé des efforts sincères et soutenus pour établir des relations de bon voisinage, mais les chefs du régime érythréen, dans une démarche incompréhensible, ont foulé aux pieds tous les principes de bon voisinage, de coexistence pacifique et de règlement pacifique des différends, principes consacrés par la Charte des Nations Unies, la Charte de l'Union africaine et le droit international.

À cet égard, nous appelons votre attention sur le fait que cette agression survient à un moment où des efforts sont déployés tant au Soudan qu'aux niveaux régional et international pour arriver à un règlement pacifique et durable du différend interne au Soudan et où l'espoir revenait avec la perspective du rétablissement rapide de la paix dont s'est félicité votre auguste conseil qui n'a pas manqué d'exprimer ses encouragements. L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) qui, outre le Soudan, comprend l'Éthiopie, l'Ouganda, le Kenya, Djibouti, la Somalie et l'Érythrée, constitue le mécanisme à travers lequel les pays de la région oeuvrent à renforcer la coopération et le règlement des différends. Le Soudan a déployé avec les autres pays membres des efforts considérables pour rétablir la paix en Somalie, parallèlement aux efforts déployés en Afrique centrale. Malheureusement, nous devons dire à ce propos que l'Érythrée n'a non seulement pas participé à ces efforts, mais s'est efforcée de les contrarier par ses actes d'agression répétés, notamment le dernier en date dont il est question ici.

Le Soudan a déployé des efforts inlassables à tous les niveaux pour normaliser ses relations avec le régime érythréen, notamment à travers des visites de hauts responsables exécutifs et politiques en Érythrée et la signature de divers accords. Malheureusement, il n'a pas été payé de retour par l'Érythrée dont le régime a opté pour l'agression directe au détriment de l'amitié, de la coopération et du bon voisinage. C'est ainsi qu'il a entrepris d'entraîner des éléments du mouvement rebelle après leur avoir accordé l'asile. En outre, l'opposition a fait d'Asmara son centre d'activités politiques et diplomatiques ainsi que le siège de sa direction et la résidence de son porte-parole. L'appui de l'Érythrée aux rebelles se résume comme suit :

- a) Entraînement militaire classique et spécialisé dans le camp militaire de Sawa, en Érythrée, où un groupe de stagiaires venus du sud du Soudan a subi une formation entre le 18 janvier et le 19 mai 2002. Le rebelle John Garang a assisté à la sortie de cette promotion. En outre, en septembre 2001, des groupes de marins ont suivi une formation dans le port de Massou';
- b) Il existe des camps qui abritent les membres du mouvement rebelle et les prétendues forces de Beja et les forces de l'Alliance à l'intérieur du territoire érythréen dans les zones de Rabda, Qarmayka, Ayla Abdallah, Toumrat, Al Qaria 13, Sawa, Oum Houmaymi, Asray, Houlat Arbi et Houmit;
- c) Livraison de fournitures de combat à partir du territoire érythréen avec des moyens de transport érythréens;
- d) Fourniture de médicaments et de soins dans un hôpital de campagne dans la zone érythréenne de Rabda. Dans certains cas, des malades sont transférés dans des hôpitaux d'Asmara et de Tesni;

e) Appui d'artillerie à partir du territoire érythréen avec un armement érythréen lorsque les rebelles entreprennent des attaques contre les forces armées soudanaises dans les zones frontalières;

f) Accueil des réunions de l'opposition, comme ce fut le cas pour les réunions périodiques du prétendu Rassemblement national démocratique à Asmara, et pour le congrès d'unification qui a eu lieu en septembre dernier dans la zone de Sawa, avec la participation de l'Érythrée;

g) Accueil des chefs militaires rebelles et des chefs de l'opposition par des responsables érythréens et préparation des visites sur le terrain pour passer en revue et contrôler leurs forces;

h) Désignation de coordonnateurs des services de sécurité érythréens pour suivre les activités de l'opposition soudanaise dans la zone est et la zone de la mer Rouge;

i) Règlement des différends entre les diverses factions de l'opposition, comme ce fut le cas dernièrement avec le problème qui a surgi entre les anciens et les nouveaux membres du mouvement rebelle en août 2002;

j) Tous les déplacements des forces rebelles d'une zone à l'autre se font à travers des itinéraires situés à l'intérieur du territoire érythréen;

k) Aide aux opérations de transport par voie aérienne des forces rebelles du sud du Soudan vers des aéroports érythréens;

l) Entretien du matériel roulant appartenant aux rebelles dans des ateliers érythréens avec un personnel érythréen.

Conscients de nos responsabilités internationales et soucieux de préserver la paix et la sécurité dans cette zone stratégique importante du monde, nous vous avons toujours tenus informés, ainsi que les membres de votre auguste conseil, des activités hostiles menées par le régime érythréen contre notre pays, sa sécurité et sa stabilité. Ces activités visent des infrastructures civiles et économiques ainsi que la population de la zone frontalière. À travers cette dernière agression, l'Érythrée prouve qu'elle ne se sent pas concernée par la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

En apportant son appui total à un mouvement militaire hors-la-loi qui a recours à la violence pour atteindre ses objectifs politiques et qui vise les populations et les infrastructures civiles et économiques, le régime érythréen s'est placé dans le camp des forces qui appuient le terrorisme international. Il fait ainsi preuve d'une insouciance déconcertante et refuse d'aller dans le sens de la tendance internationale actuelle, à savoir la coopération pour renforcer les mesures visant à éliminer le terrorisme international et à rétablir la primauté de la légalité internationale, à résoudre les conflits et à promouvoir la paix, la sécurité, le bon voisinage et la coopération.

Le régime érythréen, qui se caractérise par le despotisme, est aujourd'hui une source d'instabilité dans la corne de l'Afrique en se faisant complice des agressions et des aventures militaires, non seulement contre le Soudan, mais aussi contre tous les voisins de l'Érythrée, à savoir l'Éthiopie, le Yémen et Djibouti, ce qui n'a pas manqué de conduire à son isolement progressif aux plans régional et international.

Alors que l'agression érythréenne se poursuit, le Soudan tient à réaffirmer son droit naturel et légitime de défendre son territoire, sa population et ses infrastructures, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, et réaffirme également son engagement total à l'égard des principes de sécurité collective internationale. Le Soudan porte la situation à votre attention et demande au Conseil de contraindre le régime érythréen à assumer ses responsabilités en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies en préservant la paix et la sécurité dans la région. Le Soudan demande également au Conseil de sécurité de prendre les responsabilités qui lui sont dévolues par la Charte en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales dans cette région importante du monde et de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République du Soudan
(*Signé*) Mustapha **Othman Ismaïl**
